
Présidence : Ukraine**966^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU CONSEIL**

1. Date : Jeudi 10 octobre 2013

Ouverture : 9 h 40
Suspension : 12 h 25
Reprise : 15 h 05
Clôture : 15 h 50

2. Président : M^{me} N. Galibarenko
M. H. Khomenko

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : ALLOCUTION DE LA MINISTRE GÉORGIENNE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
S. E. M^{me} MAIA PANJIKIDZE

Ministre géorgienne des affaires étrangères (PC.DEL/784/13/Rev.1),
Président, Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de
Macédoine, l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie et la
Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et
pays candidats potentiels ; ainsi que la Moldavie, souscrivent à cette
déclaration) (PC.DEL/804/13), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/785/13),
Fédération de Russie (PC.DEL/802/13), Canada (PC.DEL/809/13/Corr.1
OSCE+), Norvège (PC.DEL/789/13), Turquie (PC.DEL/793/13), Suisse
(également au nom de la Serbie) (PC.DEL/791/13 OSCE+), Azerbaïdjan

Point 2 de l'ordre du jour : PRÉSENTATION, PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'OSCE, DU PROJET DE BUDGET UNIFIÉ
POUR 2014

Secrétaire général, Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave
de Macédoine, l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie et la
Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et
pays candidats potentiels ; ainsi qu'Andorre, la Moldavie et Saint-Marin,

souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/801/13), Fédération de Russie (PC.DEL/798/13 OSCE+), Canada (PC.DEL/808/13 OSCE+), États-Unis d'Amérique, Norvège (PC.DEL/790/13 OSCE+), Turquie (PC.DEL/794/13 OSCE+), Assemblée parlementaire de l'OSCE, Suisse (également au nom de la Serbie) (PC.DEL/792/13 OSCE+), Azerbaïdjan, Arménie

Point 3 de l'ordre du jour: **REPRÉSENTANT DE L'OSCE AUPRÈS DE LA
COMMISSION MIXTE RUSSO-LETTONNE SUR
LES MILITAIRES À LA RETRAITE**

Représentant de l'OSCE auprès de la Commission mixte russo-lettonne sur les militaires à la retraite (PC.FR/19/13 OSCE+), Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que la Moldavie, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/805/13), Fédération de Russie (PC.DEL/803/13 OSCE+), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/787/13)

Point 4 de l'ordre du jour : **DÉCISION SUR LA MODIFICATION DU STATUT
DU PERSONNEL DE L'OSCE**

Président

Décision : Le Conseil permanent a adopté la Décision n° 1093 (PC.DEC/1093) sur la modification du Statut du personnel de l'OSCE ; le texte de cette décision est joint au présent journal.

États-Unis d'Amérique (PC.DEL/788/13)

Point 5 de l'ordre du jour : **AFFAIRES COURANTES**

- a) *Rapport final du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) sur sa mission d'observation des élections présidentielles tenues en Mongolie le 26 juin 2013 (ODIHR.GAL/60/13) : Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Moldavie, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/807/13)*

- b) *Annulation de la Marche des fiertés à Belgrade : Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; ainsi que la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen, souscrivent à cette déclaration)*

(PC.DEL/806/13), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/813/13), Serbie (PC.DEL/814/13 OSCE+)

- c) *Journée européenne et mondiale contre la peine de mort observée le 10 octobre 2013* : Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Moldavie et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/797/13), Espagne (PC.DEL/796/13), Suisse (PC.DEL/795/13 OSCE+)

Point 6 de l'ordre du jour : **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT EN EXERCICE**

- a) *Réunion tenue à Bruxelles le 3 octobre 2013 dans le cadre du format de négociation à « 5+2 » sur le règlement du conflit transnistrien* : Président, Lituanie-Union européenne (l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidats potentiels ; le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que Saint-Marin, souscrivent à cette déclaration) (PC.DEL/799/13), États-Unis d'Amérique (PC.DEL/812/13), Fédération de Russie (PC.DEL/800/13 OSCE+), Moldavie (PC/DEL/810/13)
- b) *Atelier sur le processus de règlement transnistrien organisé à Bruxelles le 4 octobre 2013 par l'Institut international pour la paix* : Président

Point 7 de l'ordre du jour : **RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

- a) *Annonce de la distribution du rapport du Secrétaire général* : Directeur du Bureau du contrôle interne
- b) *Visite que le Secrétaire général a effectuée à New York du 21 au 27 septembre 2013* : Directeur du Bureau du contrôle interne
- c) *Participation du Secrétaire général à la dixième Réunion annuelle de Yalta, les 19 et 20 septembre 2013* : Directeur du Bureau du contrôle interne
- d) *Participation du Secrétaire général à la Réunion des ministres de la défense de l'Europe du Sud-Est organisée dans le cadre de la Conférence ministérielle régionale d'ensemble tenue en Slovénie du 1^{er} au 3 octobre 2013* : Directeur du Bureau du contrôle interne
- e) *Allocution prononcée par le Secrétaire général devant des représentants des ministres au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 9 octobre 2013* : Directeur du Bureau du contrôle interne

- f) *Troisième réunion du Réseau d'évaluation de l'OSCE tenue à Vienne le 8 octobre 2013* : Directeur du Bureau du contrôle interne

Point 8 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

- a) *Réunion des ministres de la défense de l'Europe du Sud-Est organisée dans le cadre de la Conférence ministérielle régionale d'ensemble tenue en Slovénie du 1^{er} au 3 octobre 2013* : Slovénie (annexe)
- b) *Cours d'introduction à l'OSCE organisé à l'intention de la Mongolie à Oulan-Bator* : Mongolie
- c) *Élections législatives prévues en République tchèque les 25 et 26 octobre 2013* : République tchèque
- d) *Élections législatives prévues au Turkménistan le 15 décembre 2013* : Turkménistan
- e) *Réunion du Groupe de contact avec les partenaires asiatiques pour la coopération prévue le 11 octobre 2013* : Président

4. Prochaine séance :

Jeudi 17 octobre 2013 à 10 heures, Neuer Saal

966^e séance plénière

Journal n° 966 du CP, point 8 a) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA SLOVÉNIE

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La semaine dernière, le Ministre de la défense de la République de Slovénie a accueilli la Conférence ministérielle régionale d'ensemble pour l'Europe du Sud-Est et les Balkans occidentaux, à laquelle ont participé 11 ministres de la défense, trois vice-ministres de la défense, 28 délégations et un total de 150 représentants de différents pays et organisations internationales.

La Conférence, qui avait pour thème général « l'harmonisation de la coopération régionale et en matière de sécurité », a eu lieu du 1^{er} au 3 octobre 2013 au Centre des congrès de Brdo, en Slovénie.

Cette conférence est un projet novateur visant à réduire les coûts et à économiser un temps précieux. Elle a consisté en trois réunions qui, s'il en avait été autrement, auraient eu lieu au cours du deuxième semestre de 2013 dans différents pays. Ces trois réunions, organisées sur trois jours consécutifs, ont été les suivantes :

- La réunion des directeurs de la politique de défense des Balkans occidentaux, tenue le 1^{er} octobre ;
- La réunion des ministres de la défense des pays de la Charte États-Unis-Adriatique (A-5), tenue le 2 octobre sous la présidence du Monténégro ;
- La réunion des ministres de la défense de l'Europe du Sud-Est, tenue le 3 octobre sous la présidence de la Roumanie. Le discours de bienvenue a été prononcé par le Premier ministre slovène, M^{me} Alenka Bratušek.

La séance de clôture informelle de la Conférence ministérielle régionale d'ensemble a été ouverte par le Ministre slovène de la défense, M. Roman Jakič, et le Président de la République de Slovénie, M. Borut Pahor, y a pris la parole.

Le Secrétaire général de l'OSCE, M. Lamberto Zannier, a prononcé le discours d'ouverture lors de la réunion des ministres de la défense de l'Europe du Sud-Est et a participé activement à la séance informelle de clôture et à de nombreuses réunions bilatérales.

La Slovénie est consciente que la coopération régionale revêt une importance considérable car elle constitue l'un des outils essentiels pour promouvoir des relations de bon voisinage et renforcer la confiance, l'amitié et la sérénité. La Conférence avait pour objectif non seulement d'assurer une utilisation plus rationnelle du temps et de l'argent mais aussi de permettre aux participants d'un certain nombre de pays de concentrer efficacement leur attention sur les défis, les responsabilités et les engagements qui leur sont communs.

Nous sommes fiers d'annoncer que la Conférence ministérielle régionale d'ensemble tenue en Slovénie, qui a été l'une des réunions les plus importantes en matière de défense organisées dans la région au sens large, a été couronnée de succès. De plus amples informations sont disponibles sur la page Web de la Conférence : www.crm.si.

Le fait que Monténégro a exprimé sa volonté de poursuivre sur cette voie en organisant la deuxième Conférence ministérielle régionale d'ensemble en 2014 est un signe encourageant que ce type de réunion ministérielle deviendra habituel à l'avenir.

Je vous prie de bien vouloir joindre la présente déclaration au journal de ce jour.

Je vous remercie de votre attention.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Conseil permanent

PC.DEC/1093
10 October 2013

FRENCH
Original: ENGLISH

966^e séance plénière
Journal n° 966 du CP, point 4 de l'ordre du jour

DÉCISION N° 1093
MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE

Le Conseil permanent,

Agissant conformément aux dispositions pertinentes de l'Article 11.01 du Statut du personnel,

Prend note des modifications proposées au Statut du personnel et à ses appendices, qui ont été communiquées par le Secrétariat le 27 septembre 2013 (SEC.GAL/72/13/Rev.5) avant leur promulgation par le Secrétaire général ;

Approuve les modifications ci-jointes aux articles du Statut du personnel de l'OSCE 4.01 (Expiration et résiliation d'engagements et d'affectations), 4.04 (Indemnité de licenciement), 5.08 (Frais de voyage), 5.09 (Frais de déménagement), 5.10 (Prime d'installation), 5.11 (Prime de rapatriement) et 6.02 (Régime d'assurance maladie de l'OSCE).

MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE

VERSION EN VIGUEUR	VERSION MODIFIÉE
<p>Article 4.01 Expiration et résiliation d'engagements et d'affectations</p> <p>a) L'engagement pour une durée déterminée de membres du personnel/des missions qui atteignent l'âge de 65 ans en cours d'emploi expire normalement le dernier jour du mois au cours duquel tombe leur soixante-cinquième anniversaire. Toutefois, l'autorité compétente pour les nominations en vertu des articles 3.03, 3.04 et 3.05 peut, le cas échéant, en consultation avec le Secrétaire général et le chef d'institution ou de mission concerné, à titre exceptionnel et uniquement dans l'intérêt de l'OSCE, offrir ou prolonger un engagement au-delà de l'âge limite pour une période ne dépassant pas un an, en tenant compte des restrictions énoncées dans l'article 3.11.</p> <p>b) L'autorité compétente pour les nominations et les affectations en vertu des articles 3.03, 3.04 et 3.05 peut, le cas échéant, en consultation au besoin avec la Présidence ou le Secrétaire général, mettre fin aux nominations ou aux affectations avant la date d'expiration. Pour les membres des missions recrutés sur le plan international qui sont engagés pour une durée déterminée et les membres des missions recrutés sur le plan international qui sont détachés, la décision est prise par le chef de mission concerné en consultation avec le Secrétaire général et, dans le cas des membres du personnel/des missions recrutés sur le plan international qui sont détachés, communiquée à l'État qui les a détachés avant d'être appliquée.</p>	<p>Article 4.01 Expiration et résiliation d'engagements et d'affectations</p> <p>a) <i>Texte inchangé.</i></p> <p>b) L'autorité compétente pour les nominations et les affectations en vertu des articles 3.03, 3.04 et 3.05 peut, le cas échéant, en consultation au besoin avec la Présidence ou le Secrétaire général, mettre fin aux nominations ou aux affectations avant la date d'expiration. Pour les membres des missions recrutés sur le plan international qui sont engagés pour une durée déterminée et les membres des missions recrutés sur le plan international qui sont détachés, la décision est prise par le chef de mission concerné en consultation avec le Secrétaire général ou, en cas de résiliation au cours de la période d'essai, en consultation avec le Directeur des ressources humaines comme indiqué dans la disposition 3.09.1, et, dans le cas des membres du personnel/des missions recrutés sur le plan international qui sont détachés, la décision est</p>

MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE (suite)

VERSION EN VIGUEUR	VERSION MODIFIÉE
	communiquée à l'État qui les a détachés avant d'être appliquée.
<p>Article 4.04 Indemnité de licenciement</p> <p>a) Les agents de l'OSCE titulaires d'un contrat de durée déterminée aux engagements desquels il est mis fin en vertu des sous-alinéas a) i), ii) et iv) de l'article 4.02 ont droit à une indemnité de licenciement.</p> <p>b) L'indemnité de licenciement s'élève à un mois de traitement de base net pour chaque année de service accomplie ou pour chaque mois restant jusqu'à l'expiration de l'engagement, le montant le moins élevé étant retenu. Pour des fractions d'année/de mois, l'indemnité est calculée au prorata.</p>	<p>Article 4.04 Indemnité de licenciement</p> <p>a) <i>Texte inchangé.</i></p> <p>b) <i>Texte inchangé.</i></p> <p>Nouvel alinéa</p> <p>c) En cas de rengagement à l'OSCE dans un délai de 12 mois au titre d'un nouveau contrat de durée déterminée, la clause relative au remboursement de l'indemnité de licenciement de la disposition 3.11.3 s'applique.</p>
<p>Article 5.08 Frais de voyage</p> <p>a) L'OSCE rembourse les frais de voyage en mission des agents de l'OSCE conformément aux conditions et aux procédures stipulées dans le Règlement du personnel.</p> <p>b) Dans les limites et conditions énoncées dans le Règlement du personnel, l'OSCE rembourse les frais de voyage des agents de l'OSCE et, le cas échéant, des personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises dans les cas suivants :</p> <p style="margin-left: 40px;">i) Nomination ;</p> <p style="margin-left: 40px;">ii) Changement de lieu d'affectation ;</p>	<p>Article 5.08 Frais de voyage</p> <p>a) L'OSCE rembourse les frais de voyage en mission des agents de l'OSCE conformément aux conditions et aux procédures stipulées dans le Règlement du personnel.</p> <p>b) Dans les limites et conditions énoncées dans le Règlement du personnel, l'OSCE rembourse les frais de voyage des agents de l'OSCE et, le cas échéant, de leur conjoint et de leurs enfants à charge des personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises dans les cas suivants :</p> <p style="margin-left: 40px;">i) Nomination ;</p> <p style="margin-left: 40px;">ii) Changement de lieu d'affectation ;</p>

MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE (suite)

VERSION EN VIGUEUR	VERSION MODIFIÉE
<ul style="list-style-type: none"> iii) Congé dans les foyers ; iv) Cessation de service ; v) Évacuation médicale dont les frais seront remboursés ultérieurement ; vi) <i>Voyage au titre de l'indemnité pour frais d'études.</i> 	<ul style="list-style-type: none"> iii) Congé dans les foyers ; iv) Cessation de service ; v) Évacuation médicale dont les frais seront remboursés ultérieurement ; vi) <i>Voyage au titre de l'indemnité pour frais d'études.</i>
<p>Article 5.09 Frais de déménagement</p> <p>Dans les limites et conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE rembourse à ses agents qui remplissent les conditions requises, les frais de déménagement dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Nomination ; ii) Changement de lieu d'affectation ; iii) Cessation de service. 	<p>Article 5.09 Frais de déménagement</p> <p>Dans les limites et conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE rembourse à ses agents qui remplissent les conditions requises, les frais de déménagement dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Nomination initiale, à condition que la période de service à effectuer soit d'au moins un an ; ii) Changement de lieu d'affectation, à condition qu'une période de service d'au moins un an ait été effectuée dans le lieu d'affectation précédent ; iii) Cessation de service, à condition qu'une période de service d'un an ait été effectuée, sauf en cas de période d'essai non concluante, comme prévu à la disposition 5.09.2.
<p>Article 5.10 Prime d'installation</p> <p>a) Dans les conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE verse une</p>	<p>Article 5.10 Prime d'installation</p> <p>a) Dans les conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE verse une</p>

MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE (suite)

VERSION EN VIGUEUR	VERSION MODIFIÉE
<p>prime d'installation aux membres du personnel/des missions sous contrat de durée déterminée recrutés sur le plan international qui remplissent les conditions requises, y compris le Secrétaire général et les chefs d'institution, pour eux-mêmes et pour les personnes à leur charge remplissant les conditions requises lors de la nomination et de la mutation dans un autre lieu d'affectation pour autant que la durée de service prévue soit d'au moins 12 mois.</p> <p>b) La prime d'installation équivaut au montant de l'indemnité journalière de subsistance qui s'applique au lieu d'affectation et à 50 % de ce montant pour chaque personne à charge remplissant les conditions requises et elle est versée pendant une période de trente jours à compter de l'arrivée au lieu d'affectation.</p>	<p>prime d'installation aux membres du personnel/des missions sous contrat de durée déterminée recrutés sur le plan international qui remplissent les conditions requises, y compris le Secrétaire général et les chefs d'institution, pour eux-mêmes, leur conjoint et leurs enfants à charge et pour les personnes à leur charge remplissant les conditions requises lors de la nomination et de la mutation dans un autre lieu d'affectation pour autant que la durée de service prévue soit d'au moins 12 mois.</p> <p>b) La prime d'installation équivaut au montant de l'indemnité journalière de subsistance qui s'applique au lieu d'affectation et à 50 % de ce montant pour le conjoint et chaque enfant à charge chaque personne à charge remplissant les conditions requises et elle est versée pendant une période de trente jours à compter de l'arrivée au lieu d'affectation.</p>
<p>Article 5.11 Prime de rapatriement</p> <p>Dans les conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE verse une prime de rapatriement aux membres du personnel sous contrat de durée déterminée recrutés sur le plan international, y compris le Secrétaire général et les chefs d'institution, pour eux-mêmes et pour les personnes à leur charge remplissant les conditions requises, lors de leur cessation de service.</p>	<p>Article 5.11 Prime de rapatriement</p> <p>Dans les conditions stipulées dans le Règlement du personnel, l'OSCE verse une prime de rapatriement aux membres du personnel sous contrat de durée déterminée recrutés sur le plan international, y compris le Secrétaire général et les chefs d'institution, pour eux-mêmes, leur conjoint et leurs enfants à charge pour les personnes à leur charge remplissant les conditions requises, lors de leur cessation de service.</p>
<p>Article 6.02 Régime d'assurance maladie de l'OSCE</p> <p>a) Les agents de l'OSCE sous contrat participent au régime d'assurance maladie de l'OSCE, à moins que le Secrétaire général ne les autorise à participer à un autre régime</p>	<p>Article 6.02 Régime d'assurance maladie de l'OSCE</p> <p>a) Les agents de l'OSCE sous contrat participent au régime d'assurance maladie de l'OSCE, à moins que le Secrétaire général ne les autorise à participer à un autre régime</p>

MODIFICATION DU STATUT DU PERSONNEL DE L'OSCE (suite)

VERSION EN VIGUEUR	VERSION MODIFIÉE
<p>d'assurance maladie. Si l'intéressé choisit un autre régime d'assurance maladie, l'OSCE verse la part de l'employeur soit à l'autre régime soit à celui de l'OSCE, le régime le moins coûteux étant retenu. La participation à un autre régime d'assurance maladie est réglementée par la disposition 6.02.2. du Règlement du personnel.</p> <p>b) L'OSCE défraie 50 % du coût de l'assurance maladie des agents de l'OSCE remplissant les conditions requises qui participent au régime d'assurance maladie de l'OSCE. Elle défraie également 50 % du coût de l'assurance maladie des personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises.</p> <p>c) L'OSCE ne contribue pas à un régime d'assurance maladie complémentaire.</p> <p>d) Les agents de l'OSCE détachés doivent prouver à l'OSCE qu'ils sont couverts par une assurance maladie suffisante et appropriée. S'ils souhaitent participer au régime d'assurance maladie de l'OSCE, ils y contribuent à leurs propres frais.</p> <p>e) Les contributions des agents de l'OSCE détachés au régime d'assurance maladie pour eux-mêmes et, le cas échéant, pour leur conjoint et leurs enfants au titre de l'article 6.02 sont déduites intégralement de leur indemnité de subsistance et d'hébergement, à moins que les arrangements pris avec les pays qui les détachent n'en disposent autrement.</p>	<p>d'assurance maladie. Si l'intéressé choisit un autre régime d'assurance maladie, l'OSCE verse la part de l'employeur soit à l'autre régime soit à celui de l'OSCE, le régime le moins coûteux étant retenu. La participation à un autre régime d'assurance maladie est réglementée par la disposition 6.02.2. du Règlement du personnel.</p> <p>b) L'OSCE défraie 50 % du coût de l'assurance maladie des agents de l'OSCE remplissant les conditions requises qui participent au régime d'assurance maladie de l'OSCE. Elle défraie également 50 % du coût de l'assurance maladie de leur conjoint et de leurs enfants à charge des personnes à leur charge qui remplissent les conditions requises.</p> <p>c) L'OSCE ne contribue pas à un régime d'assurance maladie complémentaire.</p> <p>d) Les agents de l'OSCE détachés doivent prouver à l'OSCE qu'ils sont couverts par une assurance maladie suffisante et appropriée. S'ils souhaitent participer au régime d'assurance maladie de l'OSCE, ils y contribuent à leurs propres frais.</p> <p>e) Les contributions des agents des opérations de terrain de l'OSCE détachés au régime d'assurance maladie pour eux-mêmes et, le cas échéant, pour leur conjoint et leurs enfants au titre de l'article 6.02 sont déduites intégralement de leur indemnité de subsistance et d'hébergement, à moins que les arrangements pris avec les pays qui les détachent n'en disposent autrement. Les membres du personnel détachés versent à l'OSCE, par virement bancaire, au moins un mois avant la date d'échéance, les primes d'assurance maladie dues pour eux-mêmes et, le cas échéant, pour leur conjoint et leurs enfants à charge.</p>